

CHAPITRE 2. — *Protection des eaux souterraines contre la pollution*

Art. 6. Dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 1985 réglementant les opérations susceptibles de polluer les eaux souterraines, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 6 février 1991, 19 janvier 1994, 1^{er} juin 1995 et 15 juillet 2011, il est inséré, avant l'article 1^{er} qui devient l'article 1/1, un nouvel article 1^{er} rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. Le présent décret prévoit une transposition partielle de la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable. ».

Art. 7. L'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le présent arrêté ne s'applique pas :

1° aux déversements d'eaux usées domestiques d'habitations isolées qui ne sont pas raccordés à un système collectif d'égouts et qui se situent en dehors des zones de captage d'eau;

2° le déversement direct ou indirect, le dépôt ou le stockage sur ou dans le sol, de produits et substances qui contiennent des substances des listes I^{re}, II et III en de telle petite quantité et concentration que tout danger de pollution est exclu au présent et à l'avenir;

3° l'injection de flux de dioxyde de carbone en vue d'un stockage dans les strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations, à condition que de telles injections sont effectuées conformément au décret du 8 mai 2009 concernant le sous-sol profond ou ne relèvent pas du décret précité en vertu de l'article 37, alinéa deux.

Le Ministre flamand, chargé de l'environnement et de la gestion des eaux, peut, sur avis de la division de la « Vlaamse Milieumaatschappij », compétente pour la gestion opérationnelle des eaux, fixer la quantité et la concentration pour chacune des substances des listes I^{re}, II et III. ».

Art. 8. A l'annexe I^{re} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la liste I^{re}, les mots « à l'exception de pesticides » sont ajoutés au point 2;

2° dans la liste II, la disposition « 2. Biocides et leurs dérivés ne figurant pas dans la liste I^{re}. » est abrogée;

3° il est ajouté une liste III, établie comme suit :

« LISTE III FAMILLES ET GROUPES DE SUBSTANCES

La liste III contient tous les pesticides tels que cités dans l'article 3 du décret du 8 février 2013 relatif à une utilisation durable des pesticides en Région flamande. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 9. En ce qui concerne les services publics, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 10. En ce qui concerne les terrains d'établissements à activités commerciales, l'utilisation minimale, telle que citée dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 mars 2013 portant les modalités relatives à l'utilisation durable des pesticides en Région flamande pour les activités non agricoles et non horticoles et à l'établissement du « Vlaams Actieplan Duurzaam Pesticidengebruik », vaut jusqu'au 1^{er} janvier 2015 inclus.

Art. 11. Le Ministre flamand chargé de l'Environnement et de la Politique des eaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,

J. SCHAUVLIEGE

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2013/201733]

20. DEZEMBER 2012 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 12. Dezember 1997 über die Organisation und den Zuschuss für die Tagesstätten für Personen mit Behinderung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, Artikel 32 § 1, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2003;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 12. Dezember 1997 über die Organisation und den Zuschuss für die Tagesstätten für Personen mit Behinderung;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Finanzinspektors vom 14. Dezember 2012;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt vom 14. Dezember 2012;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsrates der Dienststelle für Personen mit einer Behinderung vom 30. November 2012;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass es zur Finanzierung des Haushaltes 2013 der Dienststelle erforderlich ist, die Anpassungen der gesetzlichen Grundlage zur Bezuschussung der Tagesstätten vorzunehmen, dass diese Anpassungen bis spätestens zum 1. Januar 2013 in Kraft treten müssen und somit das Inkrafttreten vorliegenden Erlasses keinen Aufschub duldet;

Auf Vorschlag des für Soziales zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 12 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Regierung vom 12. Dezember 1997 über die Organisation und den Zuschuss für die Tagesstätten für Personen mit Behinderung, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 16. Dezember 2010 und vom 15. Dezember 2011 wird wie folgt abgeändert:

1. im ersten Satz wird die Wortfolge "der Jahre 2010, 2011 und 2012" ersetzt durch die Wortfolge "der Jahre 2010, 2011, 2012 und 2013";

2. im zweiten Satz wird die Wortfolge "für die Jahre 2011 und 2012" ersetzt durch die Wortfolge "für die Jahre 2011, 2012 und 2013".

Art. 2 - In Artikel 16 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 15. Dezember 2011, wird die Wortfolge "für die Jahre 2010, 2011 und 2012" ersetzt durch die Wortfolge "für die Jahre 2010, 2011, 2012 und 2013".

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Art. 4 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 20. Dezember 2012

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales
H. MOLLERS

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2013/201733]

20 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement portant modification de l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif à l'organisation et au subventionnement des centres de jour pour personnes handicapées

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le décret du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 3 février 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 12 décembre 1997 relatif à l'organisation et au subventionnement des centres de jour pour personnes handicapées;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 14 décembre 2012;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office pour les Personnes handicapées, donné le 30 novembre 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il s'impose, pour financer le budget 2013 de l'Office, de procéder à l'adaptation de la base légale relative au subventionnement des centres de jour pour personnes handicapées et que cette adaptation doit intervenir au plus tard le 1^{er} janvier 2013, de sorte que l'entrée en vigueur du présent arrêté ne souffre aucun délai;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière d'Affaires sociales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement du 12 décembre 1997 relatif à l'organisation et au subventionnement des centres de jour pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 16 décembre 2010 et 15 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "pour les années 2010, 2011 et 2012" sont remplacés par les mots "pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013";

2^o les mots "pour les années 2011 et 2012" sont remplacés par les mots "pour les années 2011, 2012 et 2013".

Art. 2. Dans l'article 16, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2011, les mots "en 2010, 2011 et 2012" sont remplacés par les mots "en 2010, 2011, 2012 et 2013".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 4. Le Ministre compétent en matière d’Affaires sociales est chargé de l’exécution du présent arrêté.
Eupen, le 20 décembre 2012.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,
H. MOLLERS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2013/201733]

20 DECEMBER 2012. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 12 december 1997 betreffende de organisatie en de subsidiëring van de dagcentra voor mindervaliden

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een “Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung” (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap), artikel 32, § 1, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van 12 december 1997 betreffende de organisatie en de subsidiëring van de dagcentra voor mindervaliden;

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 december 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 14 december 2012;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap, gegeven op 30 november 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid gewettigd wordt door de omstandigheid dat het voor de financiering van de begroting 2013 van de dienst noodzakelijk is dat de wettelijke grondslag voor de subsidiëring van de dagcentra wordt aangepast, dat die aanpassing uiterlijk 1 januari 2013 van kracht moet worden en dat dit besluit dus zo snel mogelijk in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 12, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering van 12 december 1997 betreffende de organisatie en de subsidiëring van de dagcentra voor mindervaliden, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 16 december 2010 en 15 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden “voor de jaren 2010, 2011 en 2012” vervangen door de woorden “voor de jaren 2010, 2011, 2012 en 2013”;

2° in de tweede zin worden de woorden “voor de jaren 2011 en 2012” vervangen door de woorden “voor de jaren 2011, 2012 en 2013”.

Art. 2. In artikel 16, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 december 2011, worden de woorden “voor de jaren 2010, 2011 en 2012” vervangen door de woorden “voor de jaren 2010, 2011, 2012 en 2013”.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 20 december 2012.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
H. MOLLERS

—————
MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2013/201735]

26. FEBRUAR 2013 — Ministerieller Erlass zur Verlängerung der Anerkennung der Stadt Eupen als Träger der Notaufnahmewohnungen gelegen in 4700 Eupen, Werthplatz 54

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

Aufgrund des Dekretes vom 9. Mai 1994 über Notaufnahmewohnungen, Artikel 4 bis 6, abgeändert durch die Dekrete vom 4. März 1996, 21. Oktober 1996, 18. März 2002, 25. Juni 2007, 16. Juni 2008 und 15. März 2010;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Juli 2009 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

Aufgrund des Antrags der Stadt Eupen vom 23. Januar 2013 auf Verlängerung der Anerkennung;